

**COMMISSION PERMANENTE DE  
CONTROLE LINGUISTIQUE**

Commission siégeant sections réunies  
Séance du 30 mars 1995.

---

**Présents:**

madame A. VAN CAUWELAERT - DE WYELS, président.

**Section française:**

monsieur JACOBS, vice-président,  
messieurs BERTOUILLE, LURQUIN et MOORAT,  
membres effectifs.

**Section néerlandaise:**

monsieur CROISIAU, vice-président,  
monsieur VAN EECKAUTE, membre effectif,  
madame CLAES et monsieur VAN BUYTEN,  
membres suppléants.

**Secrétaires:**

monsieur BUSINE, directeur d'administration,  
monsieur VAN SANTEN,  
directeur d'administration-adjoint bilingue.

---

27.036/I/P  
TVS/DH

Le 3 mars 1995, le ministre de l'Intérieur a demandé l'avis de la Commission permanente de Contrôle linguistique au sujet d'un projet d'arrêté royal fixant les cadres linguistiques des services centraux et des services d'exécution du ministère de l'Intérieur.

Ce projet résulte d'une adaptation du cadre organique suite à la radioscopie et à la restructuration de la carrière des agents. Le cadre organique sur lequel le projet de cadre linguistique est basé, a obtenu l'accord commun du ministre de la Fonction publique et du ministre du Budget le 22 décembre 1994 et a été fixé par arrêté royal du 13 mars 1995 (M.B. 23 mars 1995).

Le ministre propose de répartir comme suit les 776 emplois des services centraux, à l'exception des emplois en extinction, entre les cadres linguistiques (article 1<sup>er</sup> du projet d'arrêté royal):

Degrés de la hiérarchie	cadre F.	cadre N.	cadre bilingue	
			F.	N.
1	6	6	1	1
2	18	18	5	5
3	30	31		
4	46	46		
5	20	20		
6	136	135		
7	83	83		
8	43	43		
<u>Total</u>	382	382	6	6

Dans l'article 2 du projet, 9 emplois en extinction, situés au degré 7 (niveau 3), sont répartis comme suit entre les cadres linguistiques:

Degrés de la hiérarchie	cadre F.	cadre N.
7	5	4

L'article 3 du projet répartit les 18 emplois des services d'exécution du ministère de l'Intérieur (l'Ecole royale de la Protection civile) en nombre égal entre les cadres linguistiques français et néerlandais (9 F - 9 N).

Les organisations syndicales représentatives au ministère de l'Intérieur ont été consultées conformément à l'article 54, 2<sup>ème</sup> alinéa, des lois sur l'emploi des langues en matière administrative coordonnées par arrêté royal du 18 juillet 1966 (L.L.C.).

Sur la base des articles 43, § 3, 5<sup>ème</sup> alinéa, 60, § 1 et 61, § 5, des L.L.C., la Commission permanente de Contrôle linguistique, siégeant sections réunies, a émis, à l'unanimité, l'avis suivant:

#### 1. De la répartition des emplois de direction

Les emplois situés aux deux premiers degrés de la hiérarchie sont répartis en nombre égal; le nombre d'emplois bilingues comprend 20 % du nombre global (12 sur 60). Cette répartition est conforme aux dispositions de l'article 43, § 3, des L.L.C. La C.P.C.L. émet dès lors un avis favorable au sujet de la proposition du ministre.

## 2. De la répartition des emplois aux degrés 3 à 8

Le ministre a fourni des données chiffrées concernant toutes les administrations du département. Ces chiffres font apparaître, pour les différents services, les volumes de travail suivants:

- a) Secrétariat général et Services généraux  
50% F - 50% N.
- b) Direction générale de la Législation et des Institutions nationales  
51,50% F - 48,50% N.
- c) Direction générale de la Protection civile  
45% F - 55% N.
- d) Direction générale de la Police générale du Royaume
  - 70% des activités: 50% F - 50% N.
  - 30 % des activités: 40% F - 60% N.
- e) Office des Etrangers
  - 38% des activités: 50% F - 50% N
  - 62% des activités: 52% F - 48% N.
- f) Commissariat général aux Réfugiés et aux Apatrides
  - 10% des activités: 50% F - 50% N.
  - 90% des activités: 60% F-40% N pour le niveau 1  
50% F - 50% N pour les niveaux 2, 3  
et 4
- g) Commission permanente de Recours des Réfugiés  
60% F - 40% N.
- h) Commission permanente de Contrôle linguistique  
45% F - 55% N.

Compte tenu de l'importance relative que représente chaque administration à l'égard de tout le département, le volume global de travail se chiffre à 50,165 % F - 49,835 % N.

Par conséquent, la C.P.C.L. émet un avis positif au sujet de la répartition 50 % F - 50 % N, proposée par le ministre pour les services centraux et d'exécution du ministère de l'Intérieur.

Elle est d'avis qu'il appartient au ministre de tenir compte des proportions concernant le volume du travail lorsqu'il affecte le personnel aux différentes administrations du département.

La Commission permanente de Contrôle linguistique attire l'attention du ministre sur l'impact que pourra avoir l'arrêté royal du 23 décembre 1994 (M.B. du 14 mars 1995) fixant les critères d'une répartition harmonieuse des demandeurs d'asile entre les communes, sur le volume de travail à l'Office des Etrangers et au Commissariat

général aux Réfugiés et aux Apatrides. Dans la mesure où l'application de cet arrêté influencera la fixation du volume de travail des services précités, le dossier cadres linguistiques devra être resoumis à la Commission.

Finalement, la Commission de Contrôle linguistique fait remarquer que les 9 emplois en extinction constituent en fait, jusqu'à leur extinction effective, des emplois appartenant aux services centraux. A l'article 1, § 1er, A - Services centraux, de l'arrêté royal du 13 mars 1995 fixant le cadre organique du ministère de l'Intérieur, le nombre des emplois doit dès lors être 785 au lieu de 776.

Le présent avis est envoyé à monsieur le ministre de l'Intérieur qui, conformément à l'article 61, § 3, 2<sup>ème</sup> alinéa, des L.L.C., est invité à communiquer à la Commission permanente de Contrôle linguistique, la suite qu'il lui réservera.

Fait à Bruxelles, le 30 mars 1995.

Les Secretaires,

Le Président,

Th. VAN SANTEN

J.-M. BUSINE

A. VAN CAUWELAERT-DE WYELS